

dans ces deux secteurs. Comme dans le cas de la Conférence des ministres de l'Éducation, la délégation canadienne comprend des représentants du Québec, du Nouveau-Brunswick, de l'Ontario et du Manitoba.

Les associations francophones non gouvernementales

L'expansion internationale de la Francophonie est attribuable aux travaux de nombreuses associations francophones non gouvernementales, dont certaines ont plus de 40 ans. La plupart d'entre elles ont une base professionnelle; citons notamment l'Association internationale des parlementaires de langue française (AIPLF), l'Institut du droit d'expression française (IDEF), l'Union internationale des journalistes et de la presse de langue française (UIJPLF), et l'Association mondiale des médecins francophones (AMMF). D'autres sont issues de la volonté d'atteindre des objectifs communs; mentionnons l'Association des universités partiellement ou entièrement de langue française (AUPELF), le Conseil international de la langue française (CILF), le Conseil de la vie française en Amérique, le Richelieu international, et plus récemment, le Conseil international des radios-télévisions d'expression française (CIRTEF), créé à Montréal en 1978, par suite d'une initiative canadienne.

La grande diversité des domaines d'action de ces organisations et la multitude de programmes et d'activités qu'elles mettent en oeuvre donnent à la Francophonie une dimension particulièrement importante, qui lui permet de déborder largement le secteur gouvernemental et de faire preuve d'un dynamisme d'autant plus grand. C'est pourquoi le gouvernement fédéral accorde son appui à plusieurs de ces associations qui sont canadiennes d'origine, ou dont bon nombre des membres sont canadiens. Cet appui se manifeste soit sous forme de subventions annuelles, soit sous forme de contributions à des congrès, des colloques ou des séminaires auxquels participent des Canadiens pratiquant diverses professions. Au moment où la coopération entre les peuples et les cultures est en plein essor, les organismes internationaux non gouvernementaux ont un rôle de plus en plus grand à jouer. De telles contributions se veulent donc un encouragement tangible à l'intention des divers groupes de Canadiens qui participent activement aux affaires internationales.